

LE 13 SEPTEMBRE 2020

Keynote

Jean PISANI-FERRY (Le Cercle des économistes)

Coordination

Emmanuelle AURIOL (Le Cercle des économistes)

Interventions

Bruno BARANNE (Syngenta), Guillaume CHARLIN (BCG), Philippe HENRY (HSBC), Thomas-Olivier LÉAUTIER (EDF), Claire WAYSAND (Engie)



[VOIR LA KEYNOTE EN REPLAY](#)

Résumé

Nous sommes actuellement dans une phase d'accélération des efforts de transition écologique : Plan européen de neutralité carbone en 2050, travail en cours sur les engagements pour 2030, discussion sur le mécanisme d'ajustement aux frontières. Malgré le coût collectif à payer, la crise pandémique semble avoir fonctionné comme un accélérateur de prise de conscience. L'Accord de Paris a permis à certaines entreprises industrielles de prendre des paris technologiques. Cependant, le coût de l'incertitude en termes d'efficacité de la transition écologique est élevé. Le mécanisme ETS en Europe a permis de stabiliser le prix du carbone, mais il doit être complété par un mécanisme d'ajustement aux frontières. Il faudrait en outre réfléchir à assurer les entreprises contre le risque d'incohérence temporelle de l'État. Enfin, le plan de relance français, dont 30 milliards seront consacrés à l'écologie, ne comprend que 5 milliards pour l'innovation.

La crise de la Covid-19 a fait remonter l'agriculture en priorité stratégique : elle constitue une source du dynamisme des territoires, un facteur de cohésion territoriale et est impliquée dans la lutte contre le réchauffement climatique. Pourtant, 72 % des agriculteurs sont inquiets de l'impact du réchauffement climatique sur leur activité. Pour réagir et faire du verdissement, il faut une agriculture forte et de l'innovation.

Comment les entreprises vont-elles pouvoir mener cette révolution de la transition climatique ? En réduisant les émissions de gaz à effet de serre par des technologies existantes demandant des investissements lourds, ou par des technologies émergentes. Pour financer ces investissements, les banques devront adapter leur offre. Ce n'est pas uniquement aux entreprises de soutenir le poids de l'économie durable, mais à tous les acteurs économiques. On note des progrès importants en matière de gouvernance des risques associés aux changements climatiques, ou en termes de transparence et de traçabilité. Certes, la finance verte se développe, mais il faudrait investir 80 trillions de dollars pour arriver au scénario net-zéro en 2050.

La courroie de transmission nécessaire entre les objectifs des politiques publiques et les décisions prises par les entreprises est le prix du carbone. La compétitivité des énergies renouvelables est en effet très dépendante du prix du carbone. Pour verdir l'économie il faut à la fois baisser d'un tiers la consommation d'énergie et verdir les énergies. La puissance publique doit soutenir l'ensemble des énergies pour obtenir le mix décarboné le plus compétitif possible à horizon 2030-2050. En matière de relance, il faut aller vite, encourager l'ensemble de la chaîne et distinguer l'hydrogène renouvelable de l'hydrogène produit à partir d'énergie nucléaire.

Enfin, la transition écologique doit aussi être sociale. Il est de plus en plus évident pour les entreprises qu'un business model soutenable intègre la transition énergétique. C'est la meilleure façon d'attirer les talents.
